



Parlement européen

COMMUNIQUE DE PRESSE

Eric Andrieu
Député européen

La France ne doit pas ratifier le CETA !

Cette semaine, le gouvernement français fait à nouveau la promotion du CETA, accord commercial cher à Emmanuel Macron et liant commercialement l'Europe et le Canada.

L'objectif de cette nouvelle action marketing du gouvernement est de convaincre que ce traité ne porte pas atteinte aux normes environnementales, sanitaires ou sociales, ni ne menace les productions agricoles sensibles. *"C'est une aberration ! On ne peut pas ratifier ce traité et prétendre défendre les éleveurs et les agriculteurs. On ne peut pas ratifier ce traité et prétendre défendre l'environnement. On ne peut pas ratifier ce traité et faire croire qu'on défend les consommateurs ou même l'intérêt général"*, tonne le socialiste Eric Andrieu, en charge de l'Agriculture.

1/ Un non-sens environnemental et un danger pour la survie des éleveurs

"Les importations de viande de bœuf et de porc seront démultipliées. Les conséquences de cet état de faits devraient consterner; d'abord parce qu'importer des produits que l'on dispose déjà et leur faire traverser la planète est un non-sens environnemental, ensuite parce il y a déjà un surplus de viande en Europe. En importer plus encore fait planer un danger immense sur la survie même de nombreux élevages français et européens."

2/ Farines animales : le dumping au détriment des éleveurs et des consommateurs

"Ni la réglementation européenne ni le texte de l'accord ne permettent, à ce jour, d'interdire les importations de viandes issues de bovins nourris aux farines animales. Pourtant, les élevages européens, depuis la crise de la vache folle, sont soumis à cette interdiction. Une fois encore, un accord commercial international se fait au détriment du secteur européen soumis à des règles plus drastiques et plus soucieuses de la qualité de ses produits que ne le sont nos concurrents non-européens. Les victimes de ce dumping sont les éleveurs mais aussi les consommateurs européens."

3/ Un tribunal pour les multinationales

"La mise en place d'un tribunal d'arbitrage dont la mission sera de régler les conflits entre les investisseurs et les États européens. C'est un élément sensible car les chances qu'une telle instance s'oppose à la justice européenne sont grandes et les risques que celle-ci ne favorise les multinationales et leurs hordes d'avocats, face aux États encore plus grandes."

"Ce 17 juillet sera soumis à la ratification le CETA aux députés français. Les enjeux sont considérables. Il est de mon devoir de dénoncer les conséquences dangereuses pour le secteur agricole et pour les citoyens, il est du devoir de mes homologues à l'Assemblée nationale, à la lumière de ces éléments, de ne pas être complices d'un texte plus toxique que bénéfique." conclut l'Eurodéputé français Eric Andrieu.

Contact presse : Merry Laballe, collaboratrice parlementaire : + 32 492 407 884